

<http://divergences.be/spip.php?article3720>



IV Le binationalisme et la loi sur la nationalité israélienne (1952)

- Aujourd'hui - Juin 2024 - WRI Israel -

Date de mise en ligne : vendredi 10 mai 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Il s'agit de deux questions très différentes, mais, comme nous le verrons, elles sont liées par l'idée que le pays (et sa population) ne doit pas être divisé, que ce soit par la partition, la guerre ou la législation. Le WRII s'était prononcé contre la partition en 1947 ; dans son rapport pour la conférence triennale du WRI de 1951, l'organisation a rédigé un manifeste en arabe et en hébreu invitant à "*préserver l'intégrité de notre pays et à mettre fin aux querelles fraternelles et à sauver tant qu'il y a encore quelque chose à sauver*".

La publication du manifeste a été suivie par un petit pamphlet intitulé *Lettre aux amis* qui propageait l'idée binationale et la création d'un forum pour les Arabes palestiniens et les Israéliens en devenir. Entre-temps, le pays tout entier s'est transformé en front, et le binationalisme s'est noyé. Cependant, tout au long de sa vie, Abileah est revenu sur cette idée : en 1947, il avait obtenu une entrevue avec la commission onusienne

UNSCOP pour faire avancer un projet de confédération du Moyen-Orient sur le modèle suisse ; au lendemain de la guerre des Six jours, il a de nouveau consacré une grande partie de son temps et de son énergie à un projet similaire. Le siège londonien du WRI, les Quakers et d'autres agences accréditées au niveau international l'ont aidé à cette époque.

Dans son rapport au WRI sur les activités du WRII(1951-54) , Chofshi a anticipé l'approche d'une certaine historiographie sur les partitions territoriales, en établissant une comparaison entre l'intégrité corporelle et l'unité nationale, selon laquelle la partition d'un pays (et le déplacement des populations) ressemble beaucoup au démembrement physique d'un corps, ou à la perte de membres. En 1954, Chofshi décrit Israël comme un pays blessé, comme "un corps représentant une unité organique et qui a été divisé (sic) en deux sections, un État souverain juif et une partie annexée au Royaume de Jordanie " . "Comme il l'écrit, la guerre "entre Israël et les pays arabes voisins" a laissé "son empreinte négative sur la vie du pays à tous égards" ; la situation des Palestiniens - "des centaines de milliers de fermiers arabes qui ont fui (...) par peur de la guerre ou qui ont été expulsés par les autorités israéliennes" - est dramatique ; ils ont laissé un vide dans le pays, dans son paysage, dans les professions et dans la chaîne de production, et personne ne peut prendre leur place. Bien que Chofshi n'analyse pas la composition sociale des Palestiniens, il reconnaît néanmoins leur destin dramatique de réfugiés et les conséquences terribles de cette situation pour Israël également. Dans ce contexte, il a prévu très précisément la dynamique des guerres frontalières à venir :

Les centaines de milliers de réfugiés vivant aux frontières sont une source continue d'infiltration de personnes désespérées (sic) dépourvues de tout moyen et qui mettent en danger la paix du pays. Les attaques contre la vie et les biens par des infiltrés (sic) et les actes de vengeance sanglants des deux côtés, en particulier entre Israël et la Jordanie, aggravent (sic) progressivement la situation et il ne serait pas surprenant qu'un jour la guerre reprenne avec la Jordanie et d'autres États arabes.

Le binationalisme était tout aussi impopulaire en 1947, en 1951 et en 1954, mais le WRII, en tant qu'association, et les CO, en tant qu'individus, ont continué à y voir le seul moyen de mettre fin aux querelles entre frères, comme ils avaient l'habitude de l'écrire.

C'est l'un des contextes dans lesquels WRII et 'Ihud' coopèrent : par l'intermédiaire de ce dernier, ils organisent des activités communes avec "*quelques amis arabes*", dont certains se sont même inscrits à WRII.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L229xH300/johan-bw-tup-contact-public-copy-229x300-9f336.jpg>

Johan Galtung

La promotion du binationalisme en Israël dans les années 1950 pourrait renforcer l'idée que ces groupes étaient tout à fait déconnectés de la situation sociopolitique et internationale de la région. Néanmoins, les méthodes des WRII

IV Le binationalisme et la loi sur la nationalité israélienne (1952)

rappellent au moins l'une des deux conditions énoncées des années plus tard par [Johan Galtung](#) comme fondatrices de tout travail de construction de la paix. Galtung considérait que la construction de la paix par le bas se faisait en deux étapes successives ; il appelait la première "dissociation", c'est-à-dire la déconstruction des structures idéologiques et sociales qui contribuent à construire l'oppression et à perpétuer la violence, et la seconde "association", c'est-à-dire la construction de mouvements et d'activités qui peuvent affronter les inégalités sociales et politiques à l'intérieur des sociétés. A cet égard, WRII et 'Ihud' ont essayé de construire un cadre permettant de réaliser la première étape, et éventuellement de passer à la seconde. La bataille pour modifier certaines sections de la loi sur la nationalité (1952) est un exemple de cette tentative.

Les critiques de la WRII à l'égard de la loi sur la nationalité ne visaient pas la partie connue sous le nom de loi du retour, c'est-à-dire l'octroi immédiat de la citoyenneté à un Juif "au moment où il pose le pied sur le sol israélien" ; comme mentionné précédemment, ceux qui ne pensaient pas que la WRII devait être sioniste sont partis ou ont gardé un profil bas. L'exclusion des non-Juifs de la citoyenneté, c'est-à-dire des Palestiniens qui se trouvaient dans le pays (article 3) lorsque la loi a été adoptée, a été critiquée. Sur cette question, le journal Ner (porte-parole de 'Ihud') a présenté les paroles de Samuel Ussishkin, avocat et fils de Menachem Ussiskin :

Même si nous pouvions justifier notre position en ce qui concerne la distinction (faite par la loi) entre la naturalisation des Juifs et celle des non-Juifs, nous ne pourrions en aucun cas justifier une telle distinction en ce qui concerne ceux (Juifs et Arabes) qui sont déjà en Israël. Il n'y a aucun moyen de nettoyer la souillure de la discrimination.

En 1952, lorsque ces mots ont été écrits, la loi sur la nationalité était l'une des rares lois fondamentales de l'État (à défaut d'une constitution) et, pour cette raison également, il était considéré comme crucial dans les cercles pacifistes qu'elle soit "extrêmement libérale, en fait l'exemple même de la libéralité". Dans ce cas, Ner a rappelé le même cadre que celui utilisé par Chofshi, invoquant les mots d'Hillel d'une part ("ce qui t'est odieux, ne le fais pas à ton voisin"), et l'histoire de la persécution juive d'autre part.

L'idée talmudique d'Israël en tant que "*lumière pour les nations*" - de faire mieux que les autres une fois que l'occasion est donnée (c'est-à-dire une fois que les Juifs ont un État) - était à la base de ce raisonnement. Pour un groupe qui maintenait une relation directe entre sa conscience et sa position politique, il était donc tout à fait insoutenable *qu'un Arabe souhaitant devenir citoyen d'Israël doive d'abord produire la preuve qu'il avait été citoyen de Palestine (pendant le mandat) et que, même dans ce cas, il ne reçoive des papiers de citoyenneté que si le ministre de l'intérieur le souhaite*

Le 4 avril 1952, une association appelée "Assemblée judéo-arabe" organisa à Haïfa un meeting de protestation qui "vit la participation de toutes les couches de la population" et qui rejeta les clauses, qu'elle n'hésita pas à qualifier de raciales, "incorporées dans la loi sur la citoyenneté que la Knesset a adoptée le 1er avril 1952". En particulier, cette assemblée demanda la révision des paragraphes 3, 6 et 11 "de manière à accorder automatiquement à tous les Arabes qui se trouvaient en Israël le jour de l'adoption de la loi, la même citoyenneté que celle accordée aux Juifs".

L'Assemblée demanda que la loi permette l'acquisition de la citoyenneté israélienne par le mariage. Nous devons garder à l'esprit les tragédies qui ont été causées, et qui sont encore causées, à des milliers de familles arabes en Israël par la séparation des maris et des femmes. Le pouvoir d'unir les familles appartient désormais entièrement au gouvernement qui l'exploite comme un moyen politique. N'ayant pu participer à la réunion, Chofshi avait protesté contre "l'insulte et la nouvelle loi erronée imposée à nos frères et voisins" :

Cette loi n'est pas seulement un coup dur pour les Arabes indigènes qui en seront les victimes directes ; c'est aussi une grande insulte aux concepts de démocratie et de liberté. C'est une insulte à tout vrai Juif qui, génération après génération, a lutté contre la discrimination et toutes les formes d'oppression nationale, raciale ou religieuse. C'est aussi une insulte aux Juifs de tous les pays de la diaspora.

IV Le binationalisme et la loi sur la nationalité israélienne (1952)

Juifs et Arabes, poursuivons notre travail ensemble, pour l'abrogation de cette loi discriminatoire et pour l'égalité totale et absolue de tous les citoyens de notre pays.

L'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi est restée l'un des objectifs de la WRII pour promouvoir la coexistence pacifique. Comme le montre le paragraphe suivant, cela était particulièrement important dans le cas des Palestiniens, qu'ils soient déplacés à l'intérieur de leur pays ou réfugiés externes.

Arabes déplacés à l'intérieur et à l'extérieur (Palestiniens)

La WRII a dénoncé la question des réfugiés comme alimentant les conflits. C'est dans ce contexte qu'il faut situer la visite d'Abileah au village de Migdal Gad (l'un des noms temporaires lors de la transition de Majdal à Ashkelon) le 8 octobre 1950, et le rapport assez long et sévère qu'il a remis au WRI à Londres.

L'histoire du départ de ce dernier groupe de réfugiés internes vers Gaza, la manière dont il a été organisé et la question du nombre de réfugiés restés en Israël après la guerre de 1948 (qui a obtenu le statut de réfugié, qui a reçu la citoyenneté israélienne et qui a été contraint de partir) ont été longuement discutées par l'historiographie.

À cet égard, le rapport d'Abileah - qui s'est rendu sur place juste avant que le dernier groupe d'environ 600 personnes ne soit exodé vers Gaza - n'ajoute pas grand-chose aux connaissances actuelles. À l'époque, c'était certainement le cas, et il fournit toujours un compte rendu dramatique de première main de la situation, révélant également à quel point le point de vue d'un CO sur la politique et les événements de leur époque était différent.

Le rapport souligne qu'"avant la guerre judéo-arabe, Migdal était une commune de 12 000 habitants" et qu'"il en restait 2700 lorsqu'elle est devenue partie intégrante d'Israël "66 ; il suggère également certaines des raisons de la faible résistance de la population :

Chaque habitant doit remplir un questionnaire indiquant s'il a l'intention de partir pour l'Égypte ou la Jordanie ou de rester en Israël. Dans ce dernier cas, il devait être transféré en Galilée (sic) ou dans un autre lieu où il devait vivre en tant que réfugié. Dans ces circonstances, ils ont tous répondu qu'ils voulaient aller en Égypte ou en Jordanie et ont dû signer une demande demandant au gouverneur militaire de les autoriser à quitter Israël. Ceci fait, il est autorisé à prendre tous ses biens ou de l'argent liquide (livres israéliennes à échanger contre des livres palestiniennes à la frontière) et est également été autorisé à se rendre à la frontière. (...)

La propriété est administrée par le gardien des biens abandonnés. Les loyers ou les revenus provenant d'autres sources seront enregistrés à leur nom. Bien entendu, les frais d'administration et les taxes sont presque égaux aux revenus et il ne restera pas de montants notables pour ces personnes en Israël. En outre, ils ont dû signer une déclaration indiquant qu'ils n'avaient pas l'intention de retourner en Israël. À ma question de savoir ce qui se passerait si un citoyen de Migdal refusait de signer la demande de migration forcée, il a répondu que le gouverneur militaire "conseillait" à tout le monde de signer, car après le 15 octobre 1950, tous les habitants restants seraient emmenés de force par l'armée et expulsés du pays sans aucun bien et, après cette date, il ne pourrait plus aider personne. (...) En l'espace de trois mois, 2100 habitants ont quitté les lieux. Demain, 400 partiront et la semaine prochaine, les 200 restants.

Après cela, l'endroit sera un "Araber-rein" [\[1\]](#).

Cette description est parfois troublante, en particulier en raison de certains termes employés : Israël comme un État "Araber-rein", la zone arabe comme un "ghetto", la "préparation d'un exode" pour un groupe de population contraint d'émigrer par la pression psychologique, l'humiliation, la coercition financière et par l'absence d'orientation politique endogène. Au total, Abileah est revenu de Migdal Gad/Majdal avec un "tableau très déprimant". L'utilisation de telles expressions dans ce contexte reste problématique, d'autant plus quelques années seulement après leur application

à l'encontre des Juifs. En même temps, elles étaient assez courantes à l'époque, comme dans le cas bien connu de Lydda par exemple.⁷⁰ La deuxième partie de ce rapport, sous-titrée *Glimpses* (aperçus), ressemble à la photo d'un groupe prise juste une minute avant qu'il ne s'efface de l'objectif. Malgré quelques accents sentimentaux, il représente un témoignage important.

En se promenant dans les rues du ghetto, on voit quelques boutiques encore ouvertes et quelques cafés où des hommes jouent aux cartes ou à la tawla et où la radio diffuse des airs gais comme pour cacher et faire oublier l'amère réalité. Des vieillards qui avaient passé ici les jours de leur enfance et réjoui leurs petits-enfants, devront demain quitter l'endroit où ils ont vécu pendant soixante-dix ans ou plus.

À la porte de la mosquée, les gardiens et les autres croyants sont assis, immobiles. Le meunier remet la liste de ses biens au gouverneur militaire en présence du maire. Ici, il y a encore un atelier de tissage comme Migdal en comptait tant autrefois, et deux ouvrières travaillent comme si de rien n'était. Combien de temps encore ? Peut-être encore une semaine, puis elles devront fermer l'atelier et partir à l'étranger. A l'autre bout de la rue, à environ 300 mètres du ghetto, se trouvent les bureaux du gouverneur militaire. Sur les portes, un panneau : Commission du logement. Ici, les nouveaux immigrants font la queue pour se voir attribuer les appartements qui seront libérés demain. (...) Il y a 1100 familles de nouveaux immigrants, en tout quelque 4000 personnes. Une grande partie d'entre elles sont (sic) issues de communautés orientales. Les villages voisins comme Isdud, Yibna, Julis et d'autres endroits ont été réduits en ruines et les nouveaux immigrants ont été installés dans de nouvelles colonies près des villages détruits. Il n'en va pas de même à Migdal, où pratiquement aucune nouvelle maison n'a été construite et où les immigrants ont été installés dans les maisons des anciens habitants, dans leurs maisons et sur leurs terres abandonnées de force...

La pression exercée sur les Palestiniens pour qu'ils partent était également un moyen d'acquérir, et éventuellement d'incorporer, de nouveaux domaines pour loger des milliers d'immigrants juifs arrivant en Israël en provenance de pays européens ou arabes, un aspect du "rassemblement des exilés" mentionné plus haut. Le WRII a dénoncé cette situation qui, selon lui, jetait les bases de nouvelles guerres. Comme on le sait, l'affirmation selon laquelle les "centaines de milliers de réfugiés vivant aux frontières" étaient "une source continue d'infiltration " et donc un danger pour les nouveaux propriétaires qui se vengeaient, était juste.

Ce cercle de violence conduit à des combats sanglants, à des pertes humaines et aggrave les relations entre la Jordanie et Israël. Moshe Dayan, dans son célèbre éloge funèbre sur la tombe du Roi Rutenberg le 19 avril 1956, a d'ailleurs décrit cette même situation. Dans un chef-d'œuvre de rhétorique politique, il a alimenté la peur de la population avec le mythe du "*destin brutal de notre génération*" - celui des paysans transformés en guerriers malgré eux (Israéliens) pour réagir contre les meurtriers (Palestiniens) qui ont une "*haine brûlante pour nous*".

Selon les termes mêmes de Dayan, "*depuis huit ans, ils sont assis dans les camps de réfugiés de Gaza et, sous leurs yeux, nous transformons les terres et les villages où eux et leurs pères ont vécu, en notre domaine*".

Reconnaissant le pouvoir immédiat de mobiliser la population pour la guerre, le WRII dénonce cette rhétorique et attire l'attention sur la situation réelle des réfugiés. En mars 1955, le professeur Arthur Bruenner, dans une conférence donnée aux jeunes CO, énumère quelques points qui, s'ils ne sont pas abordés, aggraveront selon lui "l'abîme entre les deux peuples et feront échouer tout effort de paix".

Parmi eux, la libération des fonds des réfugiés arabes gelés dans les banques israéliennes, la restitution des biens saisis, le règlement par des moyens pacifiques des incidents frontaliers et l'arrêt des représailles par les deux parties, car beaucoup d'entre elles finissaient par frapper des innocents.

WRII a donc reconnu le problème des réfugiés palestiniens non seulement en termes de citoyenneté (ci-dessus),

mais aussi en termes de perte/restitution de biens. Comme Chofshi, Bruenner appartenait lui aussi à l'ancienne génération de WRII. Il était clair pour eux que "la paix ne sera pas possible sans le retour d'au moins une partie des réfugiés arabes" ; en même temps, ils utilisaient également un répertoire d'images et un langage qui oscillait entre des connotations orientalistes - les Palestiniens en tant que fellahs - et la reconnaissance de leur rôle dans l'économie du pays (agriculture).

Ce sont eux qui "connaissent le caractère spécial du sol palestinien depuis des centaines d'années", une déclaration qui contredit le mythe de la transformation sioniste du désert présumé de la Palestine en un jardin. C'est dans ce cadre qu'il faut également voir la mobilisation du WRII contre la *Loi de 1953 sur la réquisition des terres - Land Requisition Law*-. Cette loi permettait au gouvernement de revendiquer la propriété de terres qui n'étaient pas en possession de leur propriétaire au 1er avril 1952, légalisant en pratique les expropriations de terres palestiniennes à des fins militaires ou pour l'établissement de colonies juives.

Certaines de ces idées ont été reprises par la nouvelle génération de CO qui s'est réunie à Tel-Aviv en novembre 1955 et a organisé une "*Conférence nationale des objecteurs de conscience*". Ils y ont publié un bref manifeste en cinq points. Le point n° 3 soulignait leur prise de conscience du "sort terrible de centaines de milliers de réfugiés arabes" et demandait "qu'une grande partie d'entre eux soit renvoyée dans notre patrie commune". La conférence a également souligné le rejet de "*la guerre et de la violence comme moyens de régler les différends*" et la nécessité d'adopter une mentalité ouverte au "renoncement au nom de la paix".

Malgré leur petit nombre, deux générations ont commencé à coexister au sein de la WRII au milieu des années 1950, du moins jusqu'en 1961, date à laquelle Shik est devenu secrétaire national. Il représentait les membres les plus jeunes, qui maintenaient une approche politique plus franche et ne défendaient pas l'objection uniquement pour des raisons religieuses ou morales. Cependant, dans les deux générations, nous trouvons une croyance et une détermination qui contrastent fortement avec le discours national et sécuritaire israélien émergent : tous ont vu l'inutilité des "discours belliqueux des deux côtés" et ont considéré qu'il était "impossible qu'Israël reste indifférent à la grande misère des réfugiés arabes". Les aider était perçu comme un moyen "de redresser le tort et de supprimer les causes conduisant au fratricide", car "le bon exemple réveillera le bien qui sommeille aussi dans le camp de l'ennemi".

Entraînement militaire dans les écoles - gadna

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH287/bosmat_gadna_class10_1969-a6566.jpg

En 1953, le WRII a lancé une campagne contre les *gadna* ("cours de bataillon de jeunes" organisés par le ministère de l'éducation), craignant que la militarisation des jeunes ne commence avant l'âge de 18 ans, date à laquelle commence la conscription. Comme l'a écrit Ben-Yehuda, bien que les *gadnas* mettent l'accent sur des valeurs telles que le trekking et le scoutisme, certains groupes *gadnas* ont combattu activement pendant la guerre de 1948 et, en général, l'objectif de ce type de programmes était d'aider les jeunes à se familiariser avec l'armée avant le début de la conscription.

WRII voyait dans la création des *gadnas* la roue de l'histoire qui tourne à l'envers, c'est-à-dire le retour potentiel - dans le pays même qui, dans les années 1950, symbolisait la défaite vivante du nazisme-fascisme - de régimes qui, entre autres choses, avaient peu de temps auparavant fondé leur consentement sur la militarisation de la jeunesse. En 1953, Nathan Chosfhi a protesté contre la création des *gadnas* auprès du ministre israélien de l'éducation et de la culture.

Il y a des années, le monde civilisé et nous-mêmes avons été les témoins horrifiés de la façon dont les dictateurs les plus méchants et les plus vils des Gentils ont empoisonné la jeunesse de leurs pays avec le venin de la militarisation

*: nous avons vu les fruits terrifiants de la doctrine de l'épée cultivée par l'éducation militaire des enfants de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. (...). Nous, parents, frères et sœurs, exigeons : ne touchez pas à ces enfants ! (...)
Que les écoles juives imprègnent leurs élèves, jeunes et vieux, de l'enseignement "aime ton prochain" avec le rôle sublime de Hillel "Ce qui t'est odieux, ne le fais pas à ton prochain". Que l'école enseigne aux enfants les paroles de nos grands prophètes sur la rédemption d'Israël et le retour à Sion dans la paix, l'amitié et la non-violence.*

En 1954, il est apparu clairement que la participation à la gadna n'avait pas été confirmée par la loi et que les étudiants qui refusaient d'y participer seraient renvoyés de l'école pour cause de manquement à la discipline, plutôt que pour cause de manquement à la loi. De toute façon, aucune loi de ce type n'a jamais été adoptée et aucun renvoi de ce type n'a eu lieu en 1954, à l'exception d'une controverse concernant deux jeunes filles, Hagar et Ruth Lisser, filles d'un OC. Abileah a informé WRI de cette controverse :

"Deux filles, âgées d'environ 16 et 17 ans, filles de notre membre très engagé, Lisser, maintiennent une position ferme contre la conscription et nous donneront du fil à retordre à l'avenir. L'une d'entre elles, Hagar (environ 16 ans), a refusé de suivre la formation obligatoire des jeunes à l'école. Le directeur de l'école l'a menacée de ne pas l'accepter aux examens finaux, ce qui la priverait de la possibilité d'aller à l'université. Elle a répondu calmement et simplement "Je ne vais pas à l'école pour obtenir des certificats mais pour acquérir des connaissances", après quoi elle a été libérée de la formation "Gadna".

Deux ans plus tard, lors de l'appel à la conscription, Hagar et Ruth Lisser sont devenues OC. En 1956, Hagar déclare sous serment que "des raisons de conscience l'empêchent de servir dans le service de sécurité" et qu'elle ne peut "en aucun cas tuer, quel que soit le côté d'où vient l'ordre de tuer (...)". Comme pour Ruth Lisser, elle est autorisée à "effectuer un service alternatif en tant qu'institutrice dès qu'elle aura (...) terminé ses études au séminaire".

D. Autres questions

La critique politique et l'engagement personnel s'exprimèrent aussi d'autres manières, par exemple en s'opposant aux impôts qui soutiennent directement ou indirectement l'effort de guerre. Par exemple, Abileah a pu réorienter les montants dus vers les fonds de maternité de l'assurance nationale ou vers des orphelinats. Le WRI a reconnu qu'il s'agissait d'un signe d'une "attitude libérale de la part du gouvernement israélien dont (...) aucun autre gouvernement n'a fait preuve".

Une autre façon de lutter était de maintenir un réseau international et un horizon politique. De nombreux OC ont participé aux chantiers du SCI. En 1952, le WRI a soutenu l'établissement en Israël de chantiers internationaux parrainés par l'AFSC [\[2\]](#) et l'UNESCO. Les CO se sont régulièrement mobilisés pour la Journée des prisonniers de la paix (1er décembre), instituée par le WRI pour soutenir les résistants à la guerre emprisonnés dans le monde entier. Abileah était en contact avec le WILPF déjà mentionné, dirigé par Lola Wegner. De nombreux CO ont participé à des grèves et des manifestations conjointes avec les Israéliens palestiniens : il s'agissait de manifestations contre le chômage, organisées par le Parti communiste, comme à Nazareth en 1950. Il peut aussi s'agir de manifestations pour la paix, comme dans le cas de la marche qui a eu lieu à Tel Aviv le 11 mars 1950 à la suite du 1er Congrès israélien pour la paix "organisé par le Mapam (aile gauche du parti travailliste) et les communistes". Plus de 5 000 "Arabes et Juifs de toutes les régions d'Israël" y ont participé, "toutes les villes et tous les villages arabes (...) étant représentés".

Comme mentionné ci-dessus, la plupart des CO étaient en faveur du binationalisme. Leurs réunions voyaient souvent la participation d'"amis arabes" et les contacts avec "Ihud" étaient constants ; Nathan Chofshi était rédacteur associé de *Ner* ; les Bahais étaient également en contact avec le WRI ; on trouve également des références aux "Brigades mondiales de la paix" et aux "Partisans de la paix", les deux organisations liées au WRI par

IV Le binationalisme et la loi sur la nationalité israélienne (1952)

l'intermédiaire du "Comité international de liaison des organisations pour la paix" (ILCOP, créé en 1949).

Ce ne sont là que quelques exemples des réseaux nationaux et internationaux, et des prises de position individuelles et collectives, qui ont permis à ces premières organisations de se démarquer du courant nationaliste dominant en Israël dans les années 1950, tant au niveau de la scène politique que des attitudes de la population. Comme nous le verrons plus loin, un horizon international(iste) était essentiel pour de nombreux CO afin de trouver un peu de répit dans l'isolement et, parfois, l'ostracisme.

[Lire la suite](#)

[1] Ceci faisant référence au slogan nazi judenrein, sans juif

[2] American Friends Service Committee Quakers